

La diversité, base et atout de l'État fédéral belge

Karl-Heinz Lambertz

Président du Parlement de la Communauté germanophone

La Belgique est un petit État avec une diversité considérable. De la côte belge aux Hautes Fagnes, le trajet dure seulement trois heures, en longeant villes et campagnes. Ce parcours traverse différentes frontières linguistiques, qui revêtent une importance et un potentiel de conflits telles des frontières étatiques contestées.

Le voyageur qui prendra le temps de s'arrêter pour explorer les paysages et pour parler avec les habitants – belges néerlandophones, francophones et germanophones, avec une dimension cosmopolite dans la Région de Bruxelles-Capitale – découvrira diverses langues, cultures et mentalités.

Mais aussi d'un point de vue économique et social, l'observateur attentif remarquera des différences nettes. Il n'est pas rare de trouver des liens entre ces dernières et les réalités linguistiques et culturelles.

Cette diversité notable et multidimensionnelle, considérée par les uns comme une bénédiction et par les autres comme une malédiction – en fonction de leurs convictions politiques – est-elle source de conflits permanents ou d'enrichissements mutuels ? S'agit-il d'un parasite, source de décomposition interne, qui anéantit l'État belge, ou d'un ciment puissant qui garantit sa cohésion ? Tout dépend de la mentalité, de la volonté et de la capacité de conception des acteurs sociétaux, économiques et politiques actifs en Belgique et responsables de l'évolution du modèle étatique belge. Si ces acteurs ont la volonté et la capacité d'appréhender de manière réaliste la diversité existante, d'examiner de possibles synergies et de mettre en avant les complémentarités et les points communs plutôt que les oppositions et les conflits, alors nous ne devons pas craindre pour l'avenir de l'État belge. Celui-ci pourra alors sans aucun doute fêter ses 200 ans en bonne santé.

Mais cette évolution ne coule pas de source. Elle suppose une analyse impitoyable des défauts et imperfections de la structure étatique telle que nous la connaissons. Par ailleurs, une volonté ferme de réforme sera nécessaire. C'est la recherche d'un équilibre juste et de compromis équitables qui indique le chemin à parcourir de manière résolue malgré des manœuvres de déstabilisation à prévoir. Ce chemin présente par ailleurs de nombreuses similitudes avec celui que doit parcourir l'Union Européenne si elle veut survivre au 21^e siècle. La Belgique comme laboratoire pour l'intégration européenne ? Pourquoi pas ?

Pour le moins, l'UE et la Belgique ont un point commun : ni l'une ni l'autre ne dispose d'une identité unique et monolithique. Au contraire, toutes deux se différencient à travers leurs diversités. C'est cette caractéristique qu'il faut scruter, traiter et enrichir par des échanges mutuels. Cette mission n'est pas simple, mais absolument nécessaire pour permettre la survie à long terme de l'État belge ainsi que le développement constructif de ses composantes. Il s'agit d'un procédé complexe et jamais achevé qui s'articule autour de la recherche de particularités et de convergences. Ce processus s'étend dans l'espace et dans le temps. Dans l'espace des quatre régions linguistiques qui forment notre État et dans le temps comme un fil rouge à travers l'évolution de cet État depuis sa création à nos jours. Histoire riche en tensions et conflits entre les différentes composantes de l'État. Ceux-ci ayant jusqu'ici toujours menés à des compromis – souvent très complexes et de durées limitées – mais acceptables.

Le concept de l'identité collective peut nous aider à mieux comprendre cette évolution avec ses contradictions, ses absurdités et ses potentiels. L'histoire peut nous offrir un meilleur regard sur l'avenir. Évitions cependant toute simplification et gardons à l'esprit la complexité inhérente à la notion d'identité. Toute identité est complexe et présente plusieurs couches ainsi que plusieurs interprétations. Cela vaut non seulement pour des identités individuelles, mais surtout pour des identités collectives. Existe-il des identités flamandes, wallonnes, bruxelloises ou « ostbelges » et quel est leur lien avec l'identité belge ? Quel est le potentiel de conflits ou de synergies entre ces identités ? Peut-on en tirer des conclusions ou en déduire des lignes directrices pour le développement et pour l'avenir de l'État fédéral belge ?

Pour répondre à ces questions, nous devons approfondir l'ambivalence de la notion d'identité. Il n'y a pas d'identité sans différenciation. Cela vaut pour des enfants comme pour des régions. Une identité est acquise quand on sait qui on est et ce qui nous différencie des autres. Des identités collectives se forment lorsque des personnes reconnaissent suffisamment de points communs entre eux pour se différencier des autres. De tels processus de découverte d'identité requièrent du temps et ne se produisent pas nécessairement de manière linéaire. Souvent, ils sont remplis de contradictions et d'ambiguïtés avec un potentiel de conflits considérable. Ils peuvent en principe se développer dans deux directions opposées. Il en résulte soit une vision narcissique qui refuse et combat tout ce qui est étranger pour renforcer la cohésion interne, soit une vision qui agrandit le potentiel propre en trouvant dans les différences une motivation pour entamer le dialogue, l'échange et la coopération dans le but d'un enrichissement mutuel.

C'est dans ce champ de tensions à l'issue incertaine que se déroule le processus de recherche d'une identité collective. Cela vaut en particulier pour la Belgique. En effet, notre pays est un véritable observatoire de l'ambiguïté des identités collectives ! Pendant presque deux-cents ans, notre pays a franchi un chemin difficile, pavé de conflits, d'accusations, de reproches et d'allégations. De tout temps, des divergences fondamentales concernant la conception de la structure étatique ont rendu la recherche de solutions institutionnelles difficile. Et des problèmes mêmes mineurs peuvent toujours se transformer en un conflit communautaire. Régulièrement, il est question d'un État défaillant et même le droit d'exister de la Belgique est souvent remis en question, de manière ouverte ou à mots couverts. Ceci ne s'explique pas uniquement à travers la situation de l'autre côté de la frontière linguistique. La xénophobie et l'euroscpticisme sont d'autres éléments importants. Des réflexions identitaires sont souvent prises comme arguments pour l'isolement et le rejet.

Pourtant, l'histoire de la Belgique illustre aussi à merveille la recherche et la conclusion de compromis acceptables. En effet, le compromis à la belge est un concept désormais légendaire ! Ces compromis sont le fruit d'un brouillard de contradictions, ils paraissent particulièrement complexes, mais ils fonctionnent... d'une manière ou d'une autre... jusqu'à être remplacés par d'autres. Malgré tout leur potentiel de conflits et malgré les tensions qui en découlent, les relations entre les différentes entités de la Belgique ont aussi fait émerger de nombreuses réussites, des enrichissements mutuels grâce à des échanges intenses, et un sentiment d'appartenance à ne pas négliger chez de nombreux habitants.

Pour pouvoir évaluer de manière réaliste les opportunités et les risques de nouvelles réformes de l'État et pour pouvoir poser les bases conceptuelles des changements indispensables, nous devons d'abord prendre pleinement conscience de deux éléments : d'une part l'importance élémentaire de l'identité collective de chacune de ses composantes pour la stabilité et la survie de l'État belge, d'autre part l'ambivalence de ce processus de recherche d'identité.

Afin d'y parvenir, un changement de paradigme s'impose : les divers éléments de distinction réels et présumés au sein de la Belgique ne peuvent pas servir à construire des images hostiles qui attisent les conflits ; au contraire, ces différences doivent servir de point de départ à la recherche de complémentarités sensées, d'enrichissements mutuels et de compromis défendables qui créent des équilibres durables et de nouvelles convergences.

La réussite ne dépend pas en première ligne des outils disponibles, mais de la volonté mentale et émotionnelle de tous les acteurs. C'est lors de la rencontre des différentes identités que ces acteurs doivent faire leurs preuves. Ce moment peut alors se transformer en une collision qui entraîne des dommages irréparables ou en une rencontre enrichissante qui amène de nouvelles perspectives.

Ce processus présente de grandes similitudes avec la coopération transfrontalière, où il faut également reconnaître, accepter et surmonter la diversité et les différences. C'est pourquoi il est possible de tirer des leçons très intéressantes de ce type de coopération. La coopération transfrontalière est possible uniquement si elle est autorisée et réellement souhaitée. Mais pour en faire un succès sur le long terme, il faut des compétences. Parmi celles-ci : la compréhension de la langue, de la culture et de la mentalité du voisin qui sont tout aussi importants que la connaissance précise de la situation économique, sociale, sociétale et administrative de l'autre côté de la frontière. Ces mêmes éléments sont également très utiles pour le vivre-ensemble et la coopération au sein de la Belgique avec ses différentes entités et ils peuvent encore être largement améliorés. Pour s'en rendre compte, il suffit d'ouvrir un journal.

Ce nécessaire changement de paradigme concernant la diversité belge offre aussi de nouvelles perspectives pour le développement de notre modèle étatique. La reconnaissance et le respect de la diversité identitaire ainsi que la disposition à la coopération solidaire sans préjugés ni réserves indiquent la voie à suivre vers le troisième siècle de l'État belge. Ces mêmes éléments forment le fondement solide pour l'architecture qui reste à développer. Les régions linguistiques issues du rapport du Centre Harmel de 1958, définies dans les lois de 1963 et inscrites dans l'article 4 de notre Constitution correspondent largement aux quatre réalités institutionnelles qui se sont consolidées dans notre pays depuis la fin de l'État unitaire et même, en partie, déjà avant. Une large majorité des populations respectives ressent un attachement profond à celles-ci. Par ailleurs, un modèle avec quatre entités comporte une dimension polycentrique qui réduit, du moins dans une certaine mesure, une bipolarisation, qui comporte quant à elle un grand potentiel de conflits permanents.

Le système actuel, avec des régions et des communautés, résulte d'un fin compromis entre les thèses flamandes et francophones concernant le modèle fédéral général et le statut de la Région de Bruxelles-Capitale en particulier. On peut véritablement le considérer comme la quadrature du cercle, car des points de vue en principe inconciliables sont réconciliés dans la pratique. C'est ce compromis qui a permis la naissance de la Belgique fédérale, mais désormais il entrave une action cohérente et efficace au niveau des entités fédérées. Il manque des synergies urgentes entre compétences communautaires et régionales, ce qui exige un assouplissement de la séparation en communautés et régions. Ainsi, des solutions asymétriques assez complexes sont apparues. La Flandre a immédiatement fusionné ses organes alors que les entités francophones ont également aspiré à des symbioses entre compétences communautaires et régionales à travers des doubles mandats et des transferts de compétences. Les solutions retenues en parallèle pour la Région de Bruxelles-Capitale et pour la Communauté germanophone complexifient encore la situation. Si la Belgique veut devenir un État fédéral adulte, avec son demi-siècle d'expérience, une simplification systématique de la structure étatique sur base

d'un modèle à quatre entités me semble nécessaire, même s'il peut être tout à fait pensable et même souhaitable de garder différents éléments d'asymétrie.

Je pense en particulier au futur statut de la Région de Bruxelles-Capitale. Les conceptions diverses et largement incompatibles à ce sujet sont d'ailleurs la véritable cause de la complexité actuelle. Afin de la surmonter, il sera nécessaire de rapprocher les points de vue et de mettre en place de nouvelles formes de coopération, basées sur une compréhension ouverte des identités. Le résultat d'une Région de Bruxelles-Capitale à égalité avec les autres ne conduit pas nécessairement à une séparation et un isolement par rapport aux Régions flamande et wallonne. Bien au contraire ! La véritable opportunité de cette région se trouve dans la combinaison entre un approfondissement de son ancrage régional (et international) et le développement de sa coopération avec la Flandre et la Wallonie.

L'architecture de l'État belge doit être renouvelée profondément. Une évaluation détaillée et sans tabous des expériences acquises par les différents parlements ainsi qu'un large dialogue citoyen peuvent contribuer utilement. Par ailleurs, il est toujours utile de recourir de manière systématique aux expériences d'autres États fédéraux, tout en prenant en considération les différents contextes nationaux et en évitant des comparaisons simplistes. Dans ce contexte, de nombreux questionnements théoriques et pratiques surgissent quant à la répartition des compétences et des moyens, la participation des entités fédérées au niveau national, la coopération entre entités fédérées et la cohésion de l'ensemble étatique. Fréquents parmi les mots clés pertinents dans la recherche de solutions, dont la mise en œuvre nécessitera une balance entre approches dissociatives et approches coopératives : la cohérence des blocs de compétences, la différenciation de la compétence législative à travers des lois cadre et des législations concurrentes, la hiérarchie des normes, la loyauté fédérale, la responsabilité des entités fédérées dans l'exécution de lois fédérales, les nouvelles formes de péréquation financière verticale ou horizontale.

Dans tous ces efforts, le potentiel de la diversité belge peut se déployer et jouer un rôle essentiel. C'est avant tout la compréhension de l'identité par les acteurs impliqués et leur disposition à conclure des compromis honnêtes qui peuvent faire de cette diversité un parasite mortel ou un atout majeur. Dans ce contexte, le « Pacte pour la Belgique » proposé par B Plus peut servir de source d'inspiration utile et de guide précieux.

Diversiteit als basis en troef van de Belgische federale staat

Karl-Heinz Lambertz

Voorzitter van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap

België is een klein land met een grote diversiteit. Het is mogelijk het kustlandschap van de Noordzee tot het middelgebergte in de Eifel-Ardennen in iets minder dan drie uur met de auto te bereiken, rijdend door zowel landelijke als stedelijke gebieden. Hierbij overschrijdt men bovenop verschillende taalgrenzen waarvan de betekenis en het conflictpotentieel soms iets gemeen hebben met betwiste landsgrenzen.

Als een reiziger halt houdt om de streek beter te verkennen en met de mensen te praten, zal hij vooral de taalkundige, culturele en mentale verscheidenheid opmerken die kenmerkend is voor de Nederlandstalige, Franstalige en Duitstalige inwoners van België en die verrijkt wordt door een kosmopolitische dimensie in de hoofdstad Brussel.

Kijkend naar de economische en sociale omstandigheden, ziet de oplettende observator ook duidelijke verschillen, die niet zelden een gemeenschappelijk raakvlak vertonen met de taalkundige en culturele omstandigheden.

Afhankelijk van hun politieke overtuiging zien sommigen deze aanzienlijke en multidimensionale diversiteit als een zegen en anderen als een vloek. Is het een bron van voortdurende conflicten of van wederzijdse verrijking? Is het een dodelijke splijtzwam die zal leiden tot de desintegratie van de Belgische staat, of een krachtig cement dat de samenhang ervan zal verzekeren? Of de slinger uiteindelijk in de ene of de andere richting doorslaat, hangt af van de houding, de wil en de scheppende kracht van de sociale, economische en politieke actoren die in België hun activiteiten ontplooiën en verantwoordelijk zijn voor de verdere ontwikkeling van het Belgische federale staatsmodel. Indien zij bereid en in staat zijn de bestaande diversiteit op realistische wijze te waarderen, haar potentieel voor mogelijke synergiën te onderzoeken en complementariteit en gemeenschappelijkheid op de voorgrond te plaatsen in plaats van contrasten en conflicten, dan hoeven wij niet te vrezen voor de toekomst van de Belgische staat en zal deze ongetwijfeld zijn 200ste verjaardag in stabiele gezondheid kunnen beleven.

Deze ontwikkeling zal echter niet vanzelf tot stand komen. Ze vereist een onverbiddelijke analyse van de tekortkomingen en gebreken van de huidige staatsstructuur, alsmede een energieke wil tot hervorming. Het zoeken naar een goed evenwicht en naar haalbare compromissen leidt tot de weg die vastberaden moet worden bewandeld en waarvan niet mag worden afgeweken, ondanks de te verwachten ontwrichtende acties. Deze weg lijkt overigens in veel opzichten op de weg die de Europese Unie moet afleggen, wil zij in de 21e eeuw overleven. België als laboratorium voor Europese integratie? Waarom niet?

De EU en België hebben in ieder geval één gemeenschappelijk kenmerk: zij beschikken niet over een uniforme en monolithische identiteit, hun bepalend kenmerk is veeleer de diversiteit. Deze dient in vraag te worden gesteld, te worden uitgewerkt en te worden verrijkt door wederzijdse uitwisseling. Dit is geen gemakkelijke taak, maar het is een onmisbare voorwaarde voor het voortbestaan van de

Belgische staat op lange termijn en voor een constructieve ontwikkeling van zijn bestanddelen. Dit is een complex en nooit af te ronden proces, dat zowel gericht is op de identificatie van bijzonderheden als op het zoeken naar gemeenschappelijke punten. Dit proces vindt plaats in de ruimte en in de tijd. Ruimtelijk speelt het zich af in de vier taalgebieden die de basis vormen van de federale structuur van ons land. In de loop van de tijd heeft het de historische ontwikkeling van België sinds de oprichting van de staat begeleid, een ontwikkeling die weliswaar rijk was aan spanningen en conflicten tussen de verschillende componenten, maar die altijd tot uitvoerbare compromissen heeft geleid, ook al bleken deze vaak zeer ingewikkeld en slechts van beperkte houdbaarheid te zijn.

Het begrip collectieve identiteit kan ons helpen deze ontwikkeling, met haar tegenstrijdigheden, inconsistenties en potentieel, beter te begrijpen door naar de toekomst te kijken door de lens van de geschiedenis. Daarbij moeten wij echter op onze hoede zijn voor simplificaties en rekening houden met de complexiteit die inherent is aan het begrip identiteit. Identiteiten zijn steeds complex, veelgelaagd en dubbelzinnig. Dit is reeds het geval met de individuele identiteit van elke persoon en het is nog meer het geval met collectieve groepsidentiteiten. Bestaat er een Vlaamse, Waalse, Brusselse of Oost-Belgische identiteit en hoe verhouden deze zich tot de Belgische identiteit? Hoe groot is het daarmee samenhangende potentieel voor conflicten en synergie? Kunnen hieruit conclusies en richtsnoeren voor de verdere ontwikkeling en de toekomstperspectieven van het Belgische federale staatsmodel worden afgeleid?

Om deze vragen te kunnen beantwoorden, moeten wij iets nader ingaan op het Januskop van het begrip identiteit. Identiteit kan alleen tot stand komen door afgrenzing. Dit geldt evenzeer voor kleuters als voor regio's. Pas als ik weet wie ik ben en wat mij onderscheidt van anderen, bezit ik een identiteit. Collectieve identiteiten ontstaan onder degenen die onderling voldoende gemeen hebben om zich van anderen te kunnen onderscheiden. Dergelijke processen van identiteitsvorming vergen tijd en zijn niet noodzakelijk lineair. Zij zitten vaak vol tegenstrijdigheden en dubbelzinnigheden met een aanzienlijk conflictpotentieel. Ze kunnen zich in principe in twee tegenovergestelde richtingen bewegen. Ofwel ontwikkelen zij zich tot een tunnelvisie op hunzelf, waarbij zij alles wat vreemd is afwijzen en tot vijand verklaren om de innerlijke samenhang te versterken, ofwel vergroten zij hun eigen potentieel door datgene wat hen onderscheidt van anderen als een stimulans te beschouwen, om de dialoog aan te gaan, uit te wisselen en te streven naar samenwerking met het doel van wederzijdse verrijking.

Het proces tot vinden van een collectieve identiteit speelt zich af in dit spanningsveld met een onzekere uitkomst. Dit geldt ook en vooral voor België. Ja, ons land is een echt laboratorium voor de Januskop van collectieve identiteiten! De bijna tweehonderdjarige geschiedenis van ons land is als een rotsachtige weg, geplaveid met talloze conflicten, verwijten, beschuldigingen en insinuaties. Fundamentele meningsverschillen over de opzet van de staatsstructuur hebben het altijd moeilijk gemaakt oplossingen te vinden voor institutionele vraagstukken, maar zelfs kleine problemen kunnen op elk moment leiden tot een gemeenschappelijke conflict. Er wordt regelmatig gesproken van een "failed state" en zelfs de bestaansreden van België wordt, hetzij openlijk hetzij fluisterend, in twijfel getrokken. De verklaringen hiervoor zijn niet alleen gebaseerd op kritiek op de situatie aan de andere kant van de taalgrens, maar ook op xenofobie en euroscepticisme. Regelmatig worden identitaire overwegingen aangevoerd als reden voor uitsluiting en afwijzing.

Tegelijkertijd is de geschiedenis van België ook een les in het succesvol zoeken naar haalbare compromissen. Ja, Belgische compromissen hebben op veel plaatsen al een spreekwoordelijke rol gekregen! Ze komen voort uit tegenstrijdige mist, zien er uiterst ingewikkeld uit, maar ze werken... op

de een of andere manier - totdat ze worden vervangen door nieuwe. Ondanks alle potentiële conflicten en de daarmee gepaard gaande wrijvingen hebben de betrekkingen tussen de verschillende componenten van België ook geleid tot talrijke succesverhalen, tot wederzijdse verrijking dankzij intensieve uitwisselingen en tot een niet te onderschatten gevoel van cohesie onder brede lagen van de bevolking.

Pas wanneer we het fundamentele belang hebben ingezien van de collectieve identiteit en haar afzonderlijke componenten voor de stabiliteit en het voortbestaan van het Belgische staatsbestel, en pas wanneer we ons ten volle bewust zijn geworden van de ambivalentie van het proces dat aan deze zoektocht naar identiteit ten grondslag ligt, kunnen we de kansen en risico's van verdere staats hervormingen realistisch inschatten en de juiste koers uitzetten voor het succesvol vormgeven aan dringend noodzakelijke hervormingen. Dit vereist een fundamentele paradigmaverschuiving in de manier waarop wij omgaan met de effectieve en veronderstelde inhoud van de diversiteit binnen België. Deze mogen niet worden gebruikt als argumenten om vijandbeelden op te bouwen en conflicten te verergeren. Zij moeten veeleer worden gebruikt als uitgangspunt voor het zoeken naar zinvolle complementariteiten, wederzijdse verrijking en haalbare compromissen die leiden tot duurzame evenwichten en nieuwe gemeenschappelijkheden.

Of dit een succes kan zijn, is minder een kwestie van de beschikbare hulpmiddelen maar veeleer van de mentale en emotionele instelling van alle betrokkenen. Voor hen komt het uur van de waarheid wanneer de verschillende identiteiten elkaar ontmoeten: wordt het een botsing met onherstelbare schade of een verrijkende ontmoeting met nieuwe perspectieven voor de toekomst?

Dit proces is in vele opzichten vergelijkbaar met het erkennen, herkennen en overwinnen van diversiteit en verschillen bij grensoverschrijdende samenwerking, waaruit zeer interessante lessen kunnen worden getrokken voor wat er gebeurt aan de taalgrenzen binnen België. Grensoverschrijdende samenwerking is alleen mogelijk wanneer deze wordt toegestaan en serieus wordt nagestreefd. Voor blijvend succes is echter het vermogen daartoe van doorslaggevend belang. Inzicht in de taal, de cultuur en de mentaliteit van het buurland spelen een even belangrijke rol als nauwkeurige kennis van de economische, sociale, maatschappelijke en administratieve situatie aan de andere kant van de grens. Dit alles blijkt ook van onschatbare waarde voor de co-existentie en samenwerking van de verschillende onderdelen van de Belgische staat en kan nog in aanzienlijke mate worden ontwikkeld. Een blik op de dagbladders volstaat om hiervan overtuigd te geraken!

De noodzakelijke paradigmaverschuiving in de omgang met de Belgische diversiteit opent nieuwe perspectieven voor de verdere ontwikkeling van ons federaal staatsmodel. De erkenning en de eerbiediging van de identitaire verscheidenheid, evenals de onbevooroordeelde en onvoorwaardelijke bereidheid om solidair samen te werken, wijzen de juiste weg naar de derde eeuw van de Belgische staat. Zij vormen ook de solide basis voor de te ontwerpen architectuur. De taalgebieden die zijn voortgekomen uit de conclusies van het Harmel-rapport van 1958, vastgelegd in de taalwetten van 1963 en opgesomd in artikel 4 van onze Grondwet, komen in grote mate overeen met de vier institutionele realiteiten die in ons land zijn geconsolideerd sinds het einde van de eenheidsstaat - en tot op zekere hoogte zelfs daarvoor - en waarmee een grote meerderheid van de respectieve bevolkingsgroepen zich nauw verbonden voelt. Bovendien bevat een model met vier deelstaten een polycentrische dimensie en vermindert het aldus, althans tot op zekere hoogte, de bipolarisatie, die een groot potentieel voor eeuwige conflicten inhoudt.

Het huidige tweeledige systeem op het niveau van de deelstaten is het resultaat van een genuanceerd compromis tussen Vlaamse en Franstalige visies met betrekking tot het federale model in het algemeen en het statuut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het bijzonder. Het kan terecht worden beschouwd als een echte kwadratuur van de cirkel, aangezien het in de praktijk standpunten verzoent die in beginsel onverzoenbaar zijn. Het heeft ooit het ontstaan van een federaal België mogelijk gemaakt, maar staat nu een coherent en efficiënt optreden op het niveau van de lidstaten in de weg. Dringend noodzakelijke synergiën tussen de gewest- en gemeenschapsbevoegdheden blijven uit en vergen een relativering van de indeling in Gemeenschappen en Gewesten. Dit heeft geleid tot uiterst complexe asymmetrische oplossingen. Vlaanderen heeft van meet af aan zijn instellingen samengevoegd en ook de Franstalige deelstaten hebben getracht een symbiose tot stand te brengen tussen gemeenschaps- en gewestaangelegenheden via dubbele mandaten en bevoegdheidsoverdrachten. De parallelle oplossingen voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap maken de zaak nog complexer. Wil België na een halve eeuw ervaring met het federalisme uitgroeien tot een volwaardige federale staat, dan moet het mijns inziens komen tot een systematische vereenvoudiging van de staatsstructuur op basis van vier deelstaten, waarbij het behoud van diverse asymmetrische elementen denkbaar en wenselijk kan zijn.

Dit geldt in het bijzonder voor het toekomstige statuut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. De verschillende en grotendeels onverzoenlijke opvattingen over dit onderwerp zijn de werkelijke oorzaak van de huidige complexiteit. Dit kan alleen worden opgelost en overwonnen door een toenadering van standpunten en nieuwe vormen van samenwerking op basis van een open begrip van identiteit. Een gelijkwaardig Brussels Hoofdstedelijk Gewest hoeft niet noodzakelijk te leiden tot isolement en afscheiding van de gewesten Vlaanderen en Wallonië. Integendeel! Haar echte kans ligt in het uitdiepen van haar regionale (en internationale) wortels en tegelijkertijd de ontwikkeling van haar samenwerking met Vlaanderen en Wallonië.

De architectuur van de Belgische federale staat is aan een grondige vernieuwing toe. Een gedetailleerde en taboevrije evaluatie van de ervaringen uit het verleden door de verschillende parlementen blijkt even nuttig en zinvol te zijn als een brede burgerdialoog. Systematisch gebruik maken van de ervaringen van andere federale staten is eveneens zinvol, hoewel uiteraard rekening moet worden gehouden met de respectieve nationale context en dient te worden gewaakt voor simplistische vergelijkingen. In dit verband rijzen een groot aantal theoretische en praktische vragen in verband met de verdeling van de verantwoordelijkheden en de middelen, de deelneming van de lidstaten op federaal niveau, de samenwerking tussen de lidstaten en de cohesie op niveau van de staat. Samenhang van bevoegdheidsblokken, differentiatie van wetgevende bevoegdheid door basiswetten en concurrerende wetgeving, hiërarchie van normen, federale loyaliteit, verantwoordelijkheid van de lidstaten bij de uitvoering van federale wetten, nieuwe vormen van verticale of horizontale verevening van financiering: dit zijn enkele van de relevante sleutelwoorden die een rol spelen bij het zoeken naar oplossingen en waarvan de vormgeving een duurzaam evenwicht moet vinden tussen een dissociatieve en een coöperatieve aanpak.

Bij al deze inspanningen kan het potentieel van de Belgische diversiteit ten volle worden benut en een belangrijke rol spelen. Of deze diversiteit uiteindelijk een dodelijke splijtzwam blijkt te zijn of uitgroeit tot de doorslaggevende troef, hangt in niet onbelangrijke mate af van de opvatting over de identiteit van de betrokken actoren en hun bereidheid om eerlijke compromissen te sluiten. Het door Bplus voorgestelde "Pact voor België" kan in dit verband als een nuttige inspiratiebron en leidraad dienen.